



Déclaration liminaire

CTSD reconvoqué des Hauts-de-France du 04 mars 2021

Monsieur le Président,

Le 19 février dernier, l'ensemble des élus du personnel vous a exprimé dans une déclaration liminaire les raisons de leur boycott du comité technique programmé ce jour-là.

Aujourd'hui, force est de constater que leur message d'alerte n'a pas été entendu et que rien n'a changé pour cette reconvoque.

Pourtant la situation décrite ne présageait rien de bon et elle va encore se dégrader dans les prochains mois, car l'effet « trompe l'œil » des ER dédiés au Brexit ne masque pas les conséquences désastreuses de la politique générale de suppression d'effectifs.

Les ER de l'interrégion des Hauts-de-France sont encore et toujours sous-dimensionnés et la situation précaire dans les bureaux de la direction d'Amiens en est un exemple parmi tant d'autres. Quant aux nouvelles structures créées, les bureaux de contrôle de Calais Port/Tunnel et Dunkerque Ferry, véritables « vitrines » des Hauts-de-France depuis la mise en œuvre du Brexit, leur fonctionnement relève de la haute voltige, les chefs de service jonglant avec une cote de service qui nécessite, a minima, 30 % d'effectifs supplémentaires.

Devons-nous vous parler encore des services de la surveillance ? Des brigades en tension permanente qui ne parviennent à assumer leurs missions que grâce à l'investissement de nos collègues.

Ce même investissement qui caractérise nos collègues des services support dans les directions régionales et au sein de la direction interrégionale et auxquels on demande toujours plus, notamment depuis le début de la crise sanitaire.

Au plan national, le choix calamiteux de nos ministres de transférer nos missions fiscales vers la DG-FiP ne fait que renforcer à juste titre l'inquiétude des agents sur leur avenir et celui de la douane. Ces mêmes ministres qui par ailleurs ne cessent de prôner une efficacité toujours plus grande de la Fonction publique ! Mais en quoi est-il pertinent, efficace, de transférer des missions parfaitement remplies par les douaniers à des agents de la DG-FiP qui ne les maîtrisent pas ?

L'exemple du transfert de la gestion des BNA en est une brillante illustration : plus de contrôles et des rentrées fiscales en chute libre...

Dans ce contexte, les conditions ne sont pas réunies pour que les élus de la CGT, de l'USD-FO et de l'UNSA participent à ce CTSD reconvoqué. Nous ne pouvons cautionner ce qui reste pour nous un simulacre de dialogue social.

C'est pourtant presque à regret que nous ne siégeons pas aujourd'hui M. le Président, mais il apparaît malheureusement que c'est le seul message que l'Administration entend.

Cette décision locale de trois des quatre organisations syndicales représentées en CTSD des Hauts-de-France et le boycott par l'ensemble des OS nationales du CTR reconvoqué du 18 février dernier inciteront peut-être notre directrice générale à mettre enfin les ingrédients nécessaires pour renouer un véritable dialogue social. Elle tiendrait ainsi ses engagements exprimés lors du groupe de travail national du 12 février 2021.

Maintenant il est plus que temps de joindre des actes aux paroles !

Les élus CGT, USD-FO et UNSA